

gens, d'ailleurs si estimables, séduits par ses démarches insensées; eux, sans expérience dans les affaires politiques; et lui, que toutes personnes distinguées tant par leur rang, leur fortune, et leurs talents sont forcées d'abandonner, quoiqu'elles l'entourassent jadis; des personnes toutes autant attachées au pays que lui. Elles le désavouent et le censurent, et, malgré leur ancienne approbation, vieilles et connaisseur, elles se mettent en garde contre les machinations d'un homme dont, elles en sont maintenant convaincus, le seul motif était de s'élever au-dessus de tous ceux qui l'environnent, à quelque prix que ce fut. Il parle sans cesse de la nationalité: Cette "nationalité" consiste à faire le bien de sa patrie; à la faire chérir et respecter. Chacun qui vient parmi nous veut faire fortune, demeurer et mourir en Canada; pour cela, il doit s'identifier avec sa prospérité et son honneur; ce qui est la vraie nationalité. Mais l'objet du mouvement actuel est de semer la division que l'on désire, et ce sont les seuls moyens que les ambitieux possèdent pour se créer un parti. De tous ceux dont il faut se garder, ce sont ceux qui veulent "diviser pour régner." Il est du devoir d'un véritable Canadien d'épier les démarches de ces chercheurs de popularité. Il faut analyser leurs projets, approfondir leurs tendances, et s'étant convaincu que l'égoïsme est leur seul mobile, il convient de les dénoncer comme les plus méchants et les plus dangereux ennemis du pays, et chacun doit les fuir et les déconcerter.

Lorsque l'immense majorité de ce comté m'a fait l'honneur de me demander à me porter candidat, j'ai entré en lice avec une personne, vénérable par son âge, respectable par ses antécédents, mais qui, dans sa vieillesse avait apostasié ses principes, s'était classé dans les rangs des ennemis reconnus de cette Province, et de tout ce qu'il y avait de canadien et de libéral. Certains parens et amis de M. M. D. B. Viger et L. J. Papineau eurent la bassesse la malignité, alors, de m'accuser de vouloir de nouveau plonger le pays dans le trouble; bien qu'il fût notoire que j'approuvais de tout mon cœur le gouvernement responsable, pour faire valoir lequel vous m'avez député à la législature. Or, je vous demande, qui de M. Papineau ou de moi veut renouveler les scènes de 1837? Ces vils et méprisables calomnieux, naturellement lâches, ont eu l'audace alors de m'accuser d'être seul la cause de la rébellion. M. Papineau est venu chercher protection sur la Rivière Chambly: ma maison lui a servi d'asile, et de suite les troupes se sont dirigées vers nous.

Si je n'ai pas succombé ce n'est pas dû

à la souplesse de mes jambes ou à celle de mon cheval; je ne me suis pas caché, non plus; ni-je déguisé mon nom pour dérober ma personne. Je m'appelais *Wolfred Nelson* sur le champ de bataille, je dus m'appeler *Wolfred Nelson*, lorsque j'eus fait comprendre à mes braves compagnons d'armes qu'il fallait se débarrasser, la lutte devenant impossible, je dus m'appeler *Wolfred Nelson* dans les cachots, dans l'exil, et plus encore "sur la terre classique de la liberté." Je suis revenu pauvre au milieu de vous, mais avec un nom sans flétrissures. En foulant pour la première fois le sol natal, après l'exil, j'ai dit ce que j'étais, j'ai dit que je n'avais pas changé, je n'ai pas par un mutisme à double entente, laissé flotter mes anciens amis entre la crainte et l'espérance, surtout je ne suis pas venu jeter le désordre et la désaffection dans une société travaillant à se reconstruire après un choc terrible et destructeur. L'égoïsme ne pouvait pas cadrer avec les intérêts du peuple, et je pensai qu'il importait peu quels hommes étaient au pouvoir, pourvu qu'ils fussent des hommes amis, intègres, intelligents, des hommes de volonté et d'action.

Les allusions sont dirigées seulement contre ceux qui, avant et à ce jour, m'ont payé de la plus vilaine ingratitude, et me forcent à prendre la défensive, qu'ils ne m'obligent pas de prendre l'offensive.

Je le répète encore, que les griefs qui ont produit la tempête de 1837, tels que je vous les ai brièvement détaillés au commencement de ce discours, n'existent plus; nous avons l'administration des affaires du pays en nos mains, et nous n'avons que peu à envier aux Etats-Unis. Jamais l'aspect du pays a été si favorable, et l'avenir si fécond en promesses; et il continuera ainsi, à moins que des personnes sur lesquelles j'ai attiré votre attention, et qui veulent tout sacrifier à leur agrandissement, ne réussissent à ramener les événements déplorables passés. Le pays est averti de leurs vues et de leurs projets: travaillons tous de concert pour déjouer leurs mauvais desseins.

Messieurs.—Si les sentiments et les principes que je viens d'énoncer vous sont réciproques, je travaillerai de toutes mes forces à les faire valoir. Au contraire, s'ils vous sont opposés. Je suis tout prêt à remettre entre vos mains un mandat, que je ne pourrais tenir plus longtemps avec honneur et conviction. Le représentant doit être le "fidèle interprète et l'honnête agent de ses constituans; il ne doit pas faire violence à leurs sentiments. S'il manque de respect pour lui-même, au point d'entamer une ligne de conduite qui leur déplairait, il doit avoir assez de considération pour eux, pour abandonner une po-

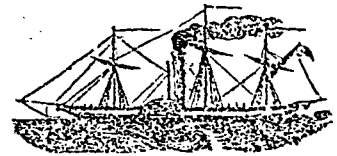
sition dont il ne peut convenablement remplir les devoirs.

Si vous voulez bien me continuer votre confiance, je tâcherai, à l'avenir comme par le passé, de m'en montrer digne. En souhaitant du fond de mon cœur, que l'union et la bonne intelligence régneront parmi les vrais amis du pays, j'ai l'honneur de vous souhaiter bonheur et prospérité, et de vous dire adieu.

WOLFRED NELSON.

L'AMI DE LA RELIGION ET DE LA PATRIE.

QUÉBEC, 31 MAI, 1848.



NOUVELLES D'EUROPE.

L'Express d'Halifax est arrivé lundi soir, apportant les journaux anglais jusqu'au 13 mai inclusivement. Nous traduisons ce qui suit de l'*European Times* que nous avons reçu cette fois.

ASSEMBLEE NATIONALE.

FRANCE.—PARIS, 5 Mai.—M. De Puiraveau prend le fauteuil; aucun des membres n'est en costume. M. Avond, un des secrétaires ayant lu le procès verbal de la séance précédente, le président du Sec. bureau annonce l'admission des représentants du département du Lot. Il fut ensuite procédé à l'élection du président, des secrétaires et des questeurs de l'assemblée. Par le dépouillement de scrutin, les personnes suivantes furent déclarées élues: Président, M. Buchey; vice-présidents, MM. Recurt, Cavaignac, Corbon, Guinard, Cormenin, Sénard; Secrétaire: Peupin, Robert, Dégeorges, Pyat, Lacroix, Pécot; Questeurs: Dégois, Béreaux de Pusy, Général Négrier. Une dispute animée s'éleva entre MM. Barbès et Etienne Arago au sujet de la majorité nécessaire pour l'élection des vice-présidents; des mots injurieux furent prononcés et donnèrent lieu à des provocations hostiles entre plusieurs députés.

Le 6, les présidents de divers bureaux proposèrent l'admission de députés élus, à l'exception de deux parmi lesquels se trouve l'Evêque d'Orléans, parce que l'élection de ces derniers étaient entachées, dirent-ils, de corruption et de violence, d'après le rapport du procureur de la république du district de Marvejole. Une enquête fut or-